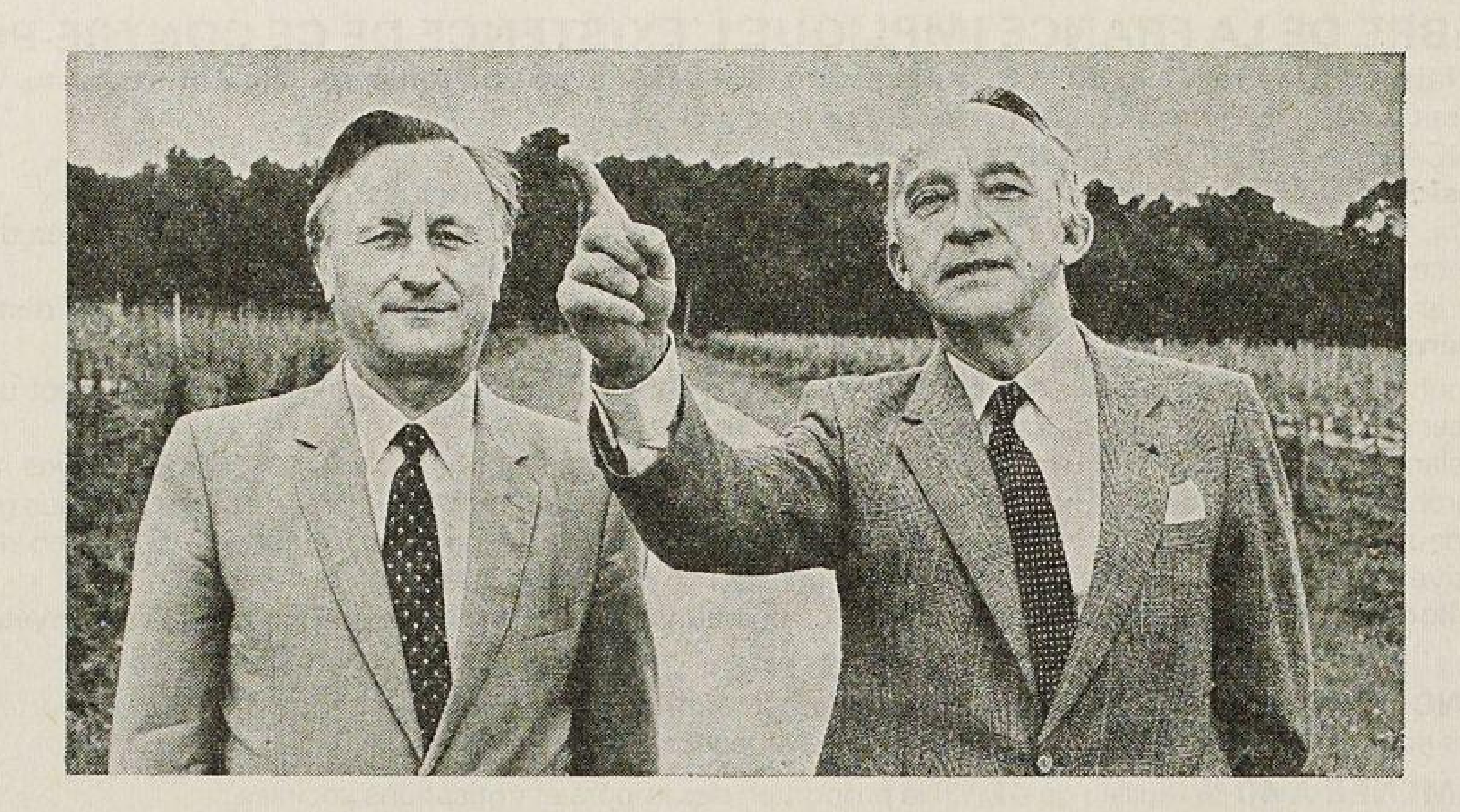
André Brillouet
Ancien Député - Maire de St-Romain-de-Benêt
Chef d'Escadron de Réserve
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Officier du Mérite Agricole

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES
DU 14 JUIN 1981
5ème Circonscription Royan-Marennes

Jean-Noël de Lipkowski
Député sortant - Ministre plénipotentiaire
Conseiller Général - Conseiller Régional
Officier de Parachutistes
dans les Forces Françaises Libres
Officier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre avec Palmes



Candidats pour l'Union de la Majorité

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

51,76 % des Français ont choisi un nouveau Président de la République.

IL NE FAUT PAS SE TROMPER SUR LE SENS DE LEUR MESSAGE

Ils ont manifesté une volonté de changement.
Mais comment et jusqu'où changer ?
Quels risques, ceux qui ont désiré une alternance - un jour ou l'autre inévitable - sont-ils prêts à accepter ?

LA RÉPONSE EST ÉVIDENTE

L'immense majorité de nos compatriotes ne veut pas d'une transformation révolutionnaire de notre Société.

LE CHANGEMENT, OUI ! LA RUPTURE, NON !
DES MESURES SOCIALES, OUI ! LE SOCIALO-COMMUNISME, NON !

C'est pourtant là où la FRANCE risque d'aboutir le 14 JUIN. Si la coalition socialo-communiste l'emporte, la FRANCE **SERA PRISONNIÈRE D'UN SYSTÈME DONT ELLE NE SORTIRA PLUS.**

CE SYSTÈME A ÉCHOUÉ PARTOUT.

L'ANGLETERRE n'arrive pas à sortir du désastre où l'ont plongée six années de travaillisme. Demandez aux POLONAIS ce qu'ils pensent du socialisme intégral ?

Une bureaucratrie toute puissante. Un contrôle total de l'ÉTAT sur l'économie, par les nationalisations et la main-mise sur le crédit. Une armée de fonctionnaires. Un accroissement massif de l'impôt sur le revenu. Une extension du champ des plus-values. Un contrôle fiscal inquisitorial. L'impôt sur les successions porté à 45 % au-delà de 500.000 F, entre époux et entre parents et enfants. Suppression de l'avoir-fiscal et de l'anonymat des bons !

C'est à ce fardeau fiscal écrasant qu'aboutiraient obligatoirement les magnifiques promesses du programme socialiste.
Comment demander aux entreprises d'embaucher si on les accable de charges et d'impôts ?
Comment peut-on produire plus, en travaillant moins ?
Comment peut-on distribuer plus, en travaillant moins ?
Comment peut-on exporter plus, avec des produits plus chers que ceux de nos concurrents ?

Ni les Allemands, ni les Japonais, ni les Américains ne subissent les mêmes charges.

Les produits étrangers envahiront donc notre Pays ou alors il faudra fermer les frontières. C'est-à-dire abolir le marché commun et ruiner nos exportations, notamment agricoles.

Les polyvalents n'arrêteront pas la vie chère ni une inflation effrenée qui rendra la dévaluation inévitable.
On ne défendra pas longtemps **le Franc** avec des taux d'intérêt si élevés qu'aucune entreprise ni aucun particulier ne pourront emprunter.

AGRICULTEURS ! Croyez-vous qu'on défendra l'exploitation familiale par la création **d'OFFICES FONCIERS CANTONAUX** qui contrôleront votre production, votre comptabilité, votre patrimoine et au bon vouloir desquels vous serez soumis, pour la moindre location ou vente de vos terres.

LA LIBERTÉ C'EST LA POSSIBILITÉ DE CHOISIR !

Où sera la liberté si vous ne pouvez plus choisir votre école, à cause d'un **enseignement laïque unique !**

Où sera la liberté, quand les médecins seront devenus fonctionnaires dans des **centres de santé agréés** et que vous n'aurez plus de médecin de famille ?

NE VOUS Y TROMPEZ PAS ! Malgré les propos rassurants tenus pendant cette période électorale, voilà ce qui vous attend en cas de victoire électorale socialo-communiste !

LE 14 JUIN, VOUS CHOISIREZ ENTRE L'AVENTURE ET LE RENOUVEAU !

- ou bien vous plongez le Pays dans l'aventure économique complète !
- ou bien vous contrôlez le changement en envoyant à l'Assemblée Nationale, une force de progrès et de proposition. En face du courant socialo-communiste doit s'exprimer un courant résolument réformiste, dont le Président de la République devra tenir compte, ainsi qu'il l'a promis !

L'ÉQUILIBRE DE LA FRANCE IMPLIQUE L'EXISTENCE DE CE CONTRE-POIDS.

Sinon, vous laisserez le Président de la République en tête à tête avec une force socialo-communiste. Une assemblée ainsi dominée serait la porte ouverte à tous les excès, à tous les extrêmes.

Que les FRANÇAIS ne mettent donc pas tous leurs œufs dans le même panier !

Avec un Président, un Gouvernement, une Assemblée et des Syndicats Socialistes, où sera le FREIN ?

C'est pourquoi, fiers de l'œuvre immense accomplie par la 5ème République, nous nous sommes regroupés dans l'amitié de toutes les tendances, pour préserver les **acquits essentiels.**

Il faut cesser de rêver et avancer dans la voie du possible. **Augmenter la production** est le seul moyen de **distribuer davantage aux plus démunis.**

Le taux de chômage est intolérable ! Il nous coûte 100 MILLIARDS de francs en indemnisation. Mieux vaut utiliser ces 100 MILLIARDS à créer des emplois qu'à payer des gens à ne rien faire.

Il faut donc relancer la production en investissant davantage. Nos matériels et nos techniques ont vieilli... Des secteurs essentiels de notre marché sont à reconquérir. Un plan indicatif et non bureaucratique, délimitera la part raisonnable des grands secteurs industriels nationaux (Ex : l'Informatique, l'Armement ou l'Eau). Une action vigoureuse à l'échelon Européen devra réduire la pénétration abusive sur notre marché, de concurrents étrangers qui ne jouent pas le jeu.

Mais **seul l'allègement de la fiscalité** et des contraintes bureaucratiques **permettra aux entreprises d'investir, d'innover, d'embaucher.**

IL FAUT DONC CESSER DE PÉNALISER, ceux qui emploient : artisans, commerçants, PME. Ils supportent des charges et des cotisations sociales intolérables, qui les empêchent d'embaucher.

IL FAUT RAMENER À 40 % (au lieu de 42 %) la proportion des impôts et cotisations sociales.

Il faut favoriser l'investissement productif, par 13 milliards de déductions fiscales. Il faut supprimer la taxe professionnelle ! L'impôt sur les plus-values ! Et les droits de succession sur la transmission de l'outil de travail !

IL FAUT RÉDUIRE LES INÉGALITÉS, en supprimant l'impôt sur le revenu pour tous les contribuables percevant MOINS DE 5000 F par mois.

IL FAUT PROCÉDER À DES ABATTEMENTS DE 5 % sur toutes les tranches de l'impôt sur le revenu.

Ces diminutions de l'impôt seront compensées par **trente milliards d'économie,** sur le train de vie de l'ÉTAT.

Une société plus fraternelle et plus humaine implique la mise en œuvre d'une grande réforme : **la participation dans l'entreprise.** Elle implique aussi, à travail égal, un salaire égal pour les femmes.

Elle implique une politique de la famille plus ambitieuse et plus généreuse et une plus grande égalité des chances par un vrai système de bourses.

En bref, il n'y aura pas de progrès social sans progrès économique. **Encore ne faut-il pas considérer comme un coupable, le créateur d'emplois qui investit, risque et gagne !**

Enfin, il faut retrouver la notion de plan et d'aménagement du territoire.

JE N'AI MÉNAGÉ AUCUN EFFORT DANS CE SENS

Depuis 1978, dix interventions à la tribune de l'Assemblée dont trois pour demander des crédits et un plan. Quatre au Parlement Européen, dont une en faveur de la pêche qui a abouti au vote à l'unanimité, d'une aide européenne au carburant pour les pêcheurs artisanaux.

Une action incessante en faveur de l'ostréiculture, pour laquelle il faut :

- prévoir un schéma d'aménagement correspondant à la réalité ostréicole. Le bassin doit être un sanctuaire conchylicole protégé contre toute agression. Protection nécessaire dans tous les domaines, géographique, sanitaire mais aussi administratif et économique, où la défense de l'exploitation familiale exige que les professionnels, soient associés à toutes les décisions engageant leur avenir.
- maintien absolu de l'exploitation familiale,
- maintien du régime des cessions,
- maintien du régime des co-détentions,
- création d'une grande école nationale de formation ostréicole et aquacole pour nos jeunes,
- implantation d'un grand laboratoire ostréicole de pathologie et de génétique,
- implantation d'un grand laboratoire de recherches aquacoles,
- revalorisation de nos claires.

J'ai déposé une proposition de loi permettant à la femme de l'ostréiculteur - non inscrite sur un rôle d'équipage - de bénéficier d'une retraite en cotisant à la Marine.

POUR LA VITICULTURE, j'ai mené une action vigoureuse au Parlement contre la taxe inique sur les alcools et je n'ai pas voté le budget en signe de protestation. J'ai exigé une prise en charge par l'Etat, d'une partie des intérêts dûs sur les warrants.

JE NE PARLE PAS, des milliers d'interventions effectuées chaque année, dans une action sociale au service de tous, ni des crédits obtenus pour les communes.

ÉLECTEURS, ÉLECTRICES, RÉFLÉCHISSEZ BIEN !

CE N'EST PAS DANS UNE ÉCONOMIE ASSISTÉE QUE LA FRANCE SE REDRESSERA !

Le 14 Juin, vous voterez pour une économie de progrès et de dialogue social, dans le cadre d'une Société d'initiative et de liberté.

André BRILLOUET
Suppléant

Jean de LIPKOWSKI

Vu : les candidats

Imprimerie FOUCHÉ - Saujon